



COMMUNIQUÉ DE PRESSE UCR-CGT

3 décembre 2024, les retraité·es donnent le coup d'envoi des luttes sur tout le territoire

144 points de rassemblements sur tout le territoire ont mobilisé dans l'unité, des milliers de retraité·es pour faire aboutir leurs justes revendications :

- Revalorisation de toutes les pensions au 1^{er} janvier à minima à hauteur de l'inflation 2024
- Le rattrapage de la baisse du pouvoir d'achat avec en première mesure 10 % d'augmentation immédiatement
- L'accès aux soins pour toutes et tous et l'arrêt du démantèlement de la Sécurité sociale

Sur l'ensemble du territoire, les retraité·es mobilisé·es ont été reçu·es dans les préfetures et ont pu faire un premier dépôt de 60 933 signatures de pétitions recueillies lors des échanges avec les retraité·es sur leur lieu de vie.

Ces pétitions ont rencontré un franc succès, signées en très grand nombre, elles démontrent que nos revendications répondent aux besoins et aux attentes des retraité·es.

La combativité des retraité·es a contraint le gouvernement à les recevoir, à les écouter : une délégation de 8 personnes a été reçue. S'il a été admis que les retraité·es n'étaient pas des nanti·es, pour autant, les propositions de revalorisations sont restées figées à 0,8 % pour toutes et tous au 1^{er} janvier 2025 et 0,8 % pour les retraites, toutes confondues, inférieures à 1 500 euros brut au 1^{er} juillet 2025.

Ces propositions, véritable provocation, sont inacceptables, elles aggravent encore les pertes de pouvoir d'achat et les conditions de vie des retraité·es. Elles créent une fracture entre ces dernier·es et de plus elles brisent, de manière unilatérale, les dispositions légales de revalorisation des retraites. Le passage en force du projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2025 par le 49.3 témoigne encore d'un déni de démocratie.

Dans ce contexte, l'UCR-CGT appelle à amplifier la signature de la pétition et reste déterminée à poursuivre la lutte pour que les retraité·es puissent vivre dignement de leur retraite et ce quel que soit le gouvernement.

Montreuil, le 4 décembre 2024